Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1977)**

Heft 396

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne 1
Hebdomadaire romand
No 396 24 février 1977
Quatorzième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Claude Crevoisier
Jean-Daniel Delley
Jean-Pierre Ghelfi
Yvette Montangero

396

Domaine public

L'irrésistible ascension de Waldemar

Un secrétaire de l'Union syndicale (spécialisé, bien sûr, dans les questions économiques et financières), délégué du Conseil fédéral aux questions conjoncturelles ! Dès la nouvelle connue, le patronat helvétique donnait de la voix; la « Neue Zürcher Zeitung » se montrait même hargneuse, sous la plume, il est vrai, d'un homme qui se sentait lui-même appelé à ces responsabilités-là.

Entrer dans la peau d'un médiateur entre les groupes de pressions, après avoir servi pendant près de vingt ans la cause d'un des « partenaires sociaux » les plus influents de notre pays, cette mue radicale peut sembler un pari difficile à tenir. Pour apprécier l'« événement », on se gardera bien des jugements abrupts : ce n'est ni « le loup dans la bergerie », ni le symbole d'une osmose gestionnaire, à l'helvétique, de la gauche et de la droite.

En fait, ce quinquagénaire distingué, ce syndicaliste dont les relations avec l'actuel chef du Département de l'économie publique sont toutes empreintes de cordialité (on dit que le professeur Francesco Kneschaurek n'était pas logé à si bonne enseigne), ce spécialiste dont les sièges dans les commissions fédérales les plus importantes (sans compter la Banque nationale suisse ou le Conseil suisse de la science) lui donnaient jusqu'ici une vue d'ensemble de l'économie suisse au moins aussi précise que celle attachée à ses nouvelles fonctions, cette éminence grise de notre politique économique et financière, est à la fois moins menaçant pour la droite qu'elle a voulu le dire et moins « récupéré » qu'on l'a entendu à gauche.

Allons-y d'un rapide portrait !

Waldemar Jucker est ce que l'on peut appeler un réaliste pragmatique; il ne croit guère aux théories; les seuls programmes qui existent pour lui sont ceux que l'on peut inscrire dans les faits ou codifier dans des textes de loi. Son « credo » : il croit à l'efficacité de l'économie de marché (plus exactement de la Sozialmarktwirtschaft), sans doute comme François Peyrot, qui disait : « Si imparfait qu'il puisse être, le marché a le mérite de maintenir quelque contact entre les produits et les goûts des acheteurs et des consommateurs. Si dévié et orienté qu'il soit, le compromis des prix sauvegarde en quelque mesure la liberté des partis si critiquable qu'il soit économiquement et moralement dans des cas particuliers, le profit est encore l'incitation et la sanction la plus pratique et la moins coûteuse qui ait pu être mise en œuvre dans une économie réalisée ». W. Jucker croit donc à l'efficacité de l'économie de marché, mais pas à ses vertus tant vantées, à longueur de mois et d'années, par les milieux industriels.

Waldemar Jucker est au surplus interventionniste, toujours, évidemment, selon les règles de l'économie de marché, donc peu dirigiste (les pouvoirs publics doivent développer une politique économique, monétaire budgétaire, pour agir sur les mécanismes économiques).

Il ne sera certainement à aucun titre un représentant des travailleurs; il n'admettra pas, en revanche, de soutenir des mesures qui, face aux fluctuations de la conjoncture, feraient peser sur le dos des travailleurs une part trop grande de difficultés ou, à l'inverse, ne leur apporteraient pas leur part normale des progrès économiques. Centralisateur, il l'est certes aussi, mais il appartiendra aux minorités, notamment à la Suisse romande, de lui rappeler leur existence.

A n'en pas douter, Waldemar Jucker est également un des meilleurs connaisseurs des dossiers économiques et monétaires, tant sur le plan national qu'européen. Il a enfin un charme certain et une grande force de persuasion lorsqu'il doit développer son argumentation. En Suisse, ce sont des atouts non négligeables pour tenir le poste, controversé en ces temps de récession, de « M. Conjoncture ».